

LE MOUVEMENT POPULAIRE EN ALGÉRIE : VERS UNE RUPTURE SYSTÉMIQUE ?

SUR LES RACINES SOCIO-HISTORIQUES DE LA CRISE ALGÉRIENNE.

ADEL ABDERREZAK

Enseignant-Chercheur - Ex Porte-parole du CNES (Syndicat des universitaires)

*Article dédié à mon ami et compagnon de lutte, IDIR Achour dirigeant syndicaliste,
militant de gauche et une des figures actives du mouvement populaire,
décédé le 4 Avril 2019 à Bougie(Algérie).*

Resumen

El propósito de este artículo no es hacer relación del reciente movimiento popular acontecido en Argelia, ni hacer una cronología de hechos. Tenemos que recontextualizar históricamente este sistema de poder en su dimensión política y económica para poder comprender cómo se puso fin al ciclo de Bouteflika.

Palabras clave: Movimiento popular, sistema, poder, economía, política.

Résumé

Le but de cet article n'est pas de relater le récent mouvement populaire qui s'est déroulé en Algérie, ni de faire une chronologie des événements. Historiquement, nous devons recontextualiser ce système de pouvoir dans sa dimension politique et économique afin de comprendre la fin du cycle de Bouteflika.

Mots clés : Mouvement populaire, système, pouvoir, économie, politique.

INTRODUCTION

Un processus d'une rare singularité se déroule en Algérie, celui d'une «protesta» populaire aux allures morales, civiques et fraternelles. Dans toutes les villes du pays, sans exception, des manifestations d'algériens continuent à se dérouler le vendredi après-midi, un jour de week-end et religieux par excellence dans les habitudes des pays musulmans y compris l'Algérie. La surprise est aussi grande que l'événement lui-même. Un mouvement d'une grande ampleur, mobilisant toutes les couches et classes sociales du pays, dont les acteurs premiers sont les jeunes où les moins de 30 ans représentent 54% d'une population qui compte 42,2 millions d'habitants soit 22,7 millions et dont presque la moitié est féminine (Document ONS-juillet 2018).

Cette protesta renvoie à une colère profonde du peuple algérien confronté à un régime politique caractérisé par l'autoritarisme et la prédation des ressources financières et du foncier algérien. En externalisant l'économie algérienne par des politiques publiques basées sur les consignes du FMI et les exigences d'une mondialisation libérale portée par les marchés financiers, l'UE et les Etats-Unis, L'économie algérienne s'est fragilisée et a occulté la demande sociale formulée en termes d'emplois (un chômage structurel et de masse), de logements (malgré les fameux deux millions de logements en construction) et de loisirs (l'islamisation a amplifié les interdits et les libertés culturelles et artistiques enterrées!).

La population algérienne, en particulier sa jeunesse et ses classes travailleuses fragilisées par cette libéralisation économique, aspire à une nouvelle ère. Les slogans formulés, l'auto-organisation de ce mouvement de contestation, son ampleur et sa fraternité conjugués à un pacifisme exemplaire et une présence croissante des femmes traduisent cette détermination collective de « la rue » le vendredi à une rupture radicale avec ce système au pouvoir. Le slogan le plus visible et le plus présent dans les manifestations est « système dégage ». Ca veut tout dire !

I. LA PRIVATISATION HISTORIQUE DE L'ETAT

Historiquement, l'Etat a précédé le capital en Algérie. Colonisé pendant 130 ans par la France, L'Algérie a conquis son indépendance politique en juillet 1962 et l'Etat-nation post-indépendant a été le creuset de toutes les espérances d'une population brimée et surexploitée par une colonisation violente et un capitalisme colonial sauvage pendant 130 ans. Donc, occuper l'Etat-Nation a été au centre de tous les enjeux et de tous les rapports de pouvoir entre la population et la classe dirigeante naissante et au sein même de la classe dirigeante fractionnée, divisée et politiquement désarmée, dans les premières années de l'indépendance (Mohamed Harbi : *Mirages et réalités*. 1980).

L'indépendance politique pensée comme le point de départ à une émancipation sociale a provoqué une dynamique autogestionnaire dans les latifundias coloniales abandonnées par les colons français où les ouvriers agricoles ont pris leur destin en main et provoquer une socialisation des moyens de production aussi bien dans l'agriculture coloniale que dans

les manufactures et commerces appartenant aux colons (Monique Laks : *Autogestion ouvrière et pouvoir politique en Algérie*. 1970).

L'autogestion a été un processus d'occupation des biens vacants spontané, indépendamment de l'Etat et de l'élite nationaliste dirigeante a débouché sur l'auto-organisation des ouvriers en particulier dans le secteur agricole. Des comités de gestions ouvriers sont nés et ont tenté de se coordonner à l'échelle nationale débouchant sur le fameux congrès de 1964 de l'autogestion. Ce rappel permet de comprendre que pour les algériens, l'indépendance devait porter un contenu social et non pas se réduire à une dynamique nationaliste du pouvoir (Gérard Chaliand : *L'Algérie est elle socialiste?* 1964).

C'est ce contenu social, détaché des rapports de pouvoir, qui a été le point focal de la crise algérienne de 1962 à aujourd'hui ! Il est reposé clairement aujourd'hui par ce mouvement populaire qui exige une rupture du système, un « dédagisme » qui traduit une volonté forte d'en finir avec la façon dont l'Algérie a été gérée depuis l'indépendance. D'où ce sentiment d'analogie entre la ferveur populaire de l'indépendance de juillet 1962 et celle du mouvement populaire entamé le 22 février 2019.

Ce contenu social, de classe diront nous dans la conceptualisation marxiste, n'a été occulté qu'à la faveur d'une désappropriation du politique des algériens par l'élite dirigeante qui, dès l'indépendance a occupé l'Etat-nation pour en faire un outil de promotion sociale et politique. L'étatisation de la société prend forme et emprunte des chemins classiques : coup d'Etat en 1965, militarisation du pouvoir par l'armée des frontières, structuration clanique de l'Etat par le clan d'Oudjda avec les dégâts collatéraux connus : répression de l'opposition au pronunciamiento, restrictions totale des libertés individuelles et politiques et opacité du pouvoir. L'autogestion est enterrée, l'émancipation économique et sociale reportée et la marginalisation politique consacrée. Un système politique autoritaire se met en place, celui la même que les algériens de 2019, c'est-à-dire presque 60 ans après, ont décidé de rejeter. Plus d'un demi-siècle d'une Algérie dirigée en dehors de la souveraineté populaire ou plus précisément contre.

Ce système de pouvoir est basé d'abord sur une densification institutionnelle permanente qui a permis l'éclosion d'une bureaucratie politi-

quement docile au noyau dur de l'Etat. Cette bureaucratie est socialement pro-capitaliste au sens où elle capitalise son statut politico-administratif pour accumuler des richesses à travers les prébendes de l'Etat. Domicilié dans les appareils administratifs, technocratiques et surtout militaires, cette bureaucratie gouvernante dans les appareils d'Etat prend la forme sociale d'une bureaucratie bourgeoise et la forme politique d'une bureaucratie autoritaire.

Ce processus n'a été possible que par une logique putschiste qui permettait une militarisation des appareils d'Etat et une subordination de la société à l'Etat. Le noyau dur de l'Etat, de 1962 jusqu'à 2019, a été et reste le noyau d'Oudjda cristallisée dans l'armée des frontières au sein de l'Etat-major de l'ALN (armée de libération nationale) au Maroc, c'est-à-dire une conception clanique du pouvoir centrée sur le militaire, actionnant en permanence l'allégeance de la population, toutes classes confondues, aux appareils d'Etat et ceux qui les personnalisent et se nourrissant d'une culture autoritaire et anti-démocratique.

C'est ainsi que s'est concrétisé sur plusieurs décennies ce processus de privatisation de l'Etat et de ses appareils politiques par les régimes politiques successifs qui étaient quasiment tous, en dehors de la parenthèse de Boudiaf (président assassiné en juin 92), dans la filiation historique du groupe d'Oudjda et de l'armée (Houari Boumedienne, Chadli Bendjedid, Lamine Zeroual, Abdelaziz Bouteflika). Bouteflika a rendu plus systémique que jamais cette culture clanique dans les appareils de l'Etat et les rapports d'allégeance qui ont anesthésié la société pendant 20 ans (1999-2019) et transformé l'Etat et toutes les institutions publiques en une « affaire privée ».

Le pouvoir politique se confond avec l'Etat et se cristallise autour d'une culture anti-démocratique, d'une dépolitisation continue de la société, d'une reproduction délibérée des archaïsmes sociaux et culturels enveloppée dans une religiosité très conservatrice (code de la famille en 1984) et d'un nationalisme désuet qui glorifie de façon indécente le patriotisme anti-colonial. Mais le puzzle supposé solide et invariant connaîtra sa première grande fissure en octobre 88, puis en 2001 et celle que nous vivons aujourd'hui, singulière et nécessairement plus systémique, entamé le 22 février 2019.

C'est la que se retrouve le sens profond du mouvement populaire de février 2019 à aujourd'hui : le rejet radical d'un système immoral à travers le slogan le plus crié dans les manifestations : « Système Dégage » ... un « démagisme » systémique!

2. L'ÉCONOMIE ENTRE CAPITALISME D'ÉTAT ET AUTORITARISME

Au début, ce système politique de pouvoir s'appuyait sur le plan économique et social sur une économie publique monopoliste et une politique pro-sociale envers la population donnant un trait socialisant au modèle algérien, un profil « anti-impérialiste » et une dimension populiste le rapprochant des régimes nassérien ou latino-américain des années 70. La raison est bien simple.

Pour se subordonner une société politisée qui se projetait déjà dans un devenir de progrès social qui répond aux attentes sociales d'une population pauvre, dépossédée et martyrisée par la colonisation, le régime politique post-indépendant recadré par le coup d'Etat de juin 1965, avait besoin de traduire ces attentes sociales dans des politiques publiques et d'alimenter cette articulation entre autoritarisme et politiques sociales par l'idéologie socialisante. D'où ce « socialisme spécifique » prôné dès l'indépendance et traduit dans un système économique centralisé et monopoliste à partir de la fin des années 60 où une économie mixte combinant planification et règles marchandes se met en place autour de projets industrialistes et un début de mise au travail des algériens. C'est le socle économique de ce qu'on appelle le « capitalisme d'Etat algérien ».

Industries industrialisantes et politiques sociales ont été les deux béquilles d'un capitalisme d'Etat construit, depuis les années 70, autour d'un mode politique autoritaire et personnalisé autour du président, d'une centralisation des ressources financières et du budget d'Etat et de leur gestion aux mains d'une bureaucratie politique concentrant tous les pouvoirs et d'une redistribution populiste des revenus vers une population ouvrière ou lumpénisée entretenant l'idée d'un Etat social ou d'un Welfare-State algérien (Marc Raffinot et Pierre Jacquemot : le capitalisme d'Etat Algérien, 1977). Evidemment, l'opacité et la gouvernance anti-démocratique ont permis la corruption généralisée au sein des appareils d'Etat. Les projets industrialistes gérés de façon technocratique et tournés sur les

marchés extérieurs dans une phase de financiarisation du capitalisme se sont fourvoyés dans l'endettement structurel et le gaspillage délibéré des ressources financières publiques.

Au fond, comment expliciter ce capitalisme d'Etat algérien ? Le capitalisme D'Adam Smith et Ricardo renvoie à cette économie de marché considérée comme le cours naturel du système capitaliste. Il se fonde sur la séparation du politique de l'économique et sur l'éloignement de l'Etat de l'espace économique du capital. Cette représentation intellectuelle et idéologique du capitalisme correspond rarement à la réalité, y compris dans les pays de l'OCDE car l'interventionnisme étatique est partout et prend des formes différenciées selon l'histoire de chaque pays.

En Algérie, la faiblesse historique d'une bourgeoisie locale, occultée par la colonisation de peuplement et un capitalisme colonial jacobin, sera, après l'indépendance trop naïve pour porter un projet économique fondé sur le capital et les lois du marché. Le national-populisme du régime politique de Boumediène va substituer à la défaillance « génétique » de la bourgeoisie algérienne, une économie publique reliée dans ses échanges aux règles du marché international mais doté de tous les monopoles de production, de commercialisation et d'importations. Les ressources financières proviendront plus d'une rente pétrolière captées dans le marché mondial des hydrocarbures que des résultats fructueux de l'industrialisation nationale.

En fait, une sorte de « capitalisme collectif » cristallisé dans l'Etat se réalise à travers un secteur public monopoliste qui sera le terrain privilégié, non pas d'une accumulation étatique, mais d'une accumulation privée de capital-argent transformée en rentes commerciales ou immobilières et rapidement après, en manufactures et industries de transformations ou d'extractions grâce aux marchés publics et les crédits faramineux accordés par les banques commerciales publiques au secteur privé.

Tout cela pour expliquer d'abord que le capitalisme d'Etat algérien est une bifurcation, pour des raisons d'histoire, du parcours naturel du capitalisme de marché et aussi pour faire ressortir combien les modes autoritaires de gouvernance politique était organiquement lié aux modes d'accumulation et de captation des ressources financières de l'Etat. Ce qui signifie que l'enrichissement d'une bourgeoisie algérienne pas-

sait obligatoirement par l'allégeance politique et par un jeu d'intérêts financiers et économiques à la bureaucratie gouvernante qui elle aussi œuvrait, à l'intérieur d'un Etat qu'elle a privatisé, à son enrichissement et sa valorisation sociale.

On peut comprendre, à partir de là, le caractère historiquement étatique de l'économie algérien, le caractère rentier et prédateur de la bureaucratie politique gouvernante de l'Etat et le caractère capitaliste par « effraction » d'un secteur privé historiquement nain et politiquement dépendant. Après les politiques de libéralisation, d'ajustement structurel et de privatisation de l'économie publique depuis 1990, suite au rééchelonnement conditionnel de la dette algérienne et aux injonctions du FMI, la connexion entre bureaucratie militaro-politique dirigeante et une bourgeoisie privée se déployant dans le flanc des marchés publics et de la rente étatique, va s'approfondir permettant à la bureaucratie proto-capitaliste de se libérer du complexe de l'argent et à la bourgeoisie privée de pénétrer l'Etat et de construire des relais directs dans le pouvoir politique.

De ce point de vue, le régime Bouteflika est celui qui a été le plus loin dans ce processus permettant à son clan de s'enrichir très vite et de capter la rente financière de l'Etat en y associant la frange « oligarque » de la bourgeoisie et à cette dernière d'entrer en force dans les appareils de l'Etat par une sorte de système de vénalité des offices et dans les institutions de représentation nationales et locales (APN, Sénat, APW, APC). Cette conjonction d'intérêts a donné forme à un bloc social dominant où les intérêts de classes d'une bourgeoisie compradore, qui est né de la démonopolisation de l'économie publique, cohabitent et s'articulent avec ceux d'une classe militaro-politique qui fait du « capital politique » le point nodal d'une accumulation capitaliste privée.

La particularité de ce capitalisme d'Etat « libéralisé » est de s'appuyer sur une gouvernance impérativement autoritaire et restrictive des libertés et d'un contrôle jacobin et opaque des ressources et richesses publiques faisant du budget de l'Etat, des banques commerciales publiques et du contrôle douanier les garants d'une corruptibilité systémique et d'un transfert illimité des deniers de l'Etat au bloc social dominant. De ce point de vue, aussi bien la corruption que la prédation financière de et dans l'Etat ne sont pas une dérive morale liée à une gouvernance bu-

reaucraticque, comme le pense l'UE, les Etats-Unis ou même les ONG, mais les formes singulières d'une accumulation bourgeoise-capitaliste dont les flux se destinent plus au marché mondial qu'à une introversion du développement économique.

3. LES RESSORTS ÉCONOMIQUES DE LA CRISE ALGÉRIENNE ET SON PENDANT POLITIQUE

Ainsi, les ressorts de la crise systémique que vit l'Algérie aujourd'hui, pouvoir et société, sont dans la nature rentière du capitalisme d'Etat et la privatisation clanique de l'Etat et ses différents appareils ainsi que dans un système d'allégeance ou de subordination de couches sociales compensées par une redistribution minime de la rente ou prébendes d'aliénation! Ce système résiste et impacte sur les tentations conflictuelles dans la société tant que l'aisance financière est garantie par le prix élevé du pétrole.

Il rentre dans un cycle de crises cumulatives (depuis les années 80 en Algérie) quand la rente pétrolière s'effrite par l'effondrement du prix du baril de pétrole dans les marchés internationaux. A ce moment là, les différences sociales et de classe, les injustices sociales, les atteintes aux libertés individuelles, syndicales ou politiques deviennent inacceptables. Le processus d'enrichissement du clan dominant le pouvoir d'Etat et ses relais dans l'économie privée sont apparentés à un pillage des ressources de l'Etat et de la société.

Ce système s'est déjà auto-bloqué dès la fin des années 70 et la mort inattendue de son premier concepteur et leader du clan d'Oudjda, Houari Boumediene, le président algérien des années 70, va accélérer sa crise. Une réforme du système s'imposait au niveau politique et au niveau des politiques publiques mais l'élite dirigeante restait dans le format d'un microcosme bureaucratique fermé sur lui-même s'enrichissant de corruption et de privatisation de biens publics et s'exprimant par les non-dits dans les mess des officiers de l'armée. Seul comptait les ambitions capitalistes qui allaient prendre forme plus rapidement au sein de la bureaucratie bourgeoise au pouvoir à la faveur d'une dénationalisation progressive de l'économie algérienne, une sorte d'infitah (ouverture) rampant à l'égyptienne. Entre 1978 et 1988, le président Chadli va déplanifier l'économie

publique, introduire les règles marchandes dans les entreprises d'État et libéraliser le commerce intérieur.

Octobre 88 va être le révélateur d'une véritable crise systémique et bouleverser le cours bureaucratique de l'Algérie. Le divorce entre le pouvoir et la société se manifestera par l'explosion sociale d'octobre 88, une intifada populaire où la jeunesse algérienne entre pour la première fois dans le cours de l'histoire (Sid Ahmed Semiane, *Octobre : ils parlent*, 1998) en rejetant violemment tous les symboles du système. La réponse paniquée du pouvoir et d'une bourgeoisie rentière inquiète de son devenir, sera une répression sans précédent dans l'histoire algérienne post-indépendante menée par l'armée algérienne, qui entame un nouveau cycle de remilitarisation du pouvoir, des appareils d'État et de la société.

La normalisation politique, après la répression d'octobre 88 (plus de 500 morts), passera par le détournement de la « subversion » populaire par la mise en avant du courant islamiste dont la radicalité emprunte le détour d'un projet de société rétrograde mixée à une économie libérale. Le Front islamique du Salut (FIS) saura capter la radicalité sociale des jeunes par un populisme religieux aussi radical qui le met dans la posture de la formulation d'un ordre moral qui cible intelligentsia et élite politique et syndicale démocratique ou de gauche. Le rapport de force que le FIS a installé, s'appuyant sur son aura populaire et électorale le met dans une confrontation frontale avec un pouvoir politico-militaire inquiet de ses débordements. Le résultat est connu, c'est la décennie noire 1990-2000 : lutte anti-terroriste, gestion sécuritaire de la société et restrictions totales des libertés publiques et individuelles (Brahim Hadj Slimane : *les années noires du journalisme en Algérie*, 2010).

Une décennie qui va décimer aussi bien l'élite intellectuelle que militante et le petit peuple dans des pogroms collectifs (village Bentalha à 15 km de la capitale, plus de 400 morts) ou l'exil sur fond d'autoritarisme, de libéralisation économique et de captation privée de rente. Fin des années 90, l'Algérie aborde une nouvelle étape avec une société abimée, avec une jeunesse qui aspirait à exister, un capitalisme d'État qui avait besoin de répit et une mondialisation capitaliste qui attendait un retour d'investissement dans un pays déstabilisé.

C'est dans ce contexte que Bouteflika est venu et a construit son système de pouvoir clanique, prolongement personnalisé du clan d'Oujda, en intégrant l'aspiration sociale d'un retour à la paix et la nécessité de reconnecter l'économie algérienne avec ses richesses pétrolières et minières aux impératifs du néo-libéralisme qui dominait le cours de la mondialisation. Un système de pouvoir qui produit ses propres contradictions et qui peuvent l'amener à l'implosion.

4. UNE RÉVOLUTION POPULAIRE EN COURS OU UN PRINTEMPS ÉPHÉMÈRE ?

Le cours actuel de la crise politique et l'avènement d'un mouvement populaire de protestation depuis le 22 février 2019 renvoie à un système historiquement dégénératif qui est devenu un obstacle fondamental à une construction politique et sociétale en phase avec une population très jeune, instruite et sans projet de vie où les besoins sociaux sont aussi importants qu'un vécu existentiel et culturel connecté aux ouvertures d'un monde internationalisé.

Le divorce entre la société et ses gouvernants (le clan Bouteflika) a pris une dimension de « rejet collectif et viscéral », qui n'avait pas trouvé son prolongement, avant ce mouvement, dans une réaction collective et organisée malgré la permanence de luttes sectorielles ou émeutières et sans impact majeur sur les rapports de forces entre le pouvoir et la société.

Le déficit de légitimité politique de la classe politique s'est conjugué à une dépolitisation objectivement nourrie par les restrictions des libertés et une mondialisation qui fétichise l'argent et la technologie. La jeunesse algérienne n'y a pas échappé. (Notre article à L'hebdo militant du NPA, mars 2019).

Un régime politique vieilli, totalement discrédité par son OPA sur les ressources pétrolières et se reproduisant sur une toile d'allégeance incrustée dans les sphères sociales, institutionnelles et politiques, ne pouvait pas provoquer l'implosion d'une colère populaire. Le facteur déclencheur aura été la présentation d'un président-candidat vieilli, malade et totalement handicapé pour un cinquième mandat en février 2019 dans la perspective d'élections présidentielles prévues le 18 avril 2019. Un acte immoral perçu par la population comme une offense pour la nation,

son histoire et son drapeau. Et l'histoire algérienne a pris un nouveau cours... !

Comment caractériser un mouvement de contestation populaire si massif, si impressionnant par son civisme, ses expressions libertaires et son sens de la lucidité ? Fondamentalement, ce mouvement n'est pas le produit d'une politisation de la société suite à des événements cumulatifs liés à un processus de conquête du pouvoir ou à une confrontation de jeu d'intérêts contradictoires exprimés politiquement à travers les partis.

Ce mouvement n'est pas le résultat d'une stratégie de l'opposition, toutes tendances confondues, car cette dernière, au-delà d'une existence essentiellement institutionnelle et formelle, ne s'est pas construite comme un contrepoids au système mais comme un élément organique de celui-ci. Les partis de la majorité présidentielle sont des appareils administratifs pour la promotion du clan présidentiel. Les partis démocrates se contentent d'exister en s'accommendant des normes établies par le clan politique dominant. Le Parti des travailleurs (trotskiste-courant lambertiste) est porteur d'un verbe de gauche mais s'est déconnecté des traditions et repères du mouvement ouvrier. Son arrestation, bien qu'arbitraire, ces derniers jours confirme ses liens avec « l'Etat profond » (formule utilisée pour désigner les décideurs réels mais rarement visibles ni identifiés). Un microcosme de « mini-organisations » s'attache à exister idéologiquement sans identité réelle. Une singularité, Le Parti socialiste des travailleurs (PST), présent activement dans les mouvements sociaux et les luttes syndicales, qui tente d'impacter sur le débat politique de façon significative ! Néanmoins, la crise du politique est là et elle concerne tout le monde.

Cette délégitimation du politique, dans la représentation sociale, explique le rôle presque directif de ce mouvement populaire par les réseaux sociaux. C'est aussi un considérant nouveau pour le champ politique moderne, en particulier dans les pays à faible traditions démocratiques comme les pays du MENA. Après l'Égypte, l'Algérie construit son propre printemps par facebook et les réseaux sociaux.

Les NTIC ne sont plus un outil de la technologisation du capital via la mondialisation mais aussi un outil critique pour les mouvements sociaux. Leur utilisation libre et permettant l'expression sans limites de tous ceux qui l'utilisent en a fait le fil conducteur de ce mouvement et

son coach programmatique. C'est aussi, parce que les règles classiques du politique n'étaient pas imposées sur Facebook que l'humour et la dérision ont marqué l'expression de ce mouvement et participer à en faire un mouvement fait de fraternité et d'inventivité. De ce point de vue la jeunesse a surpris par sa vivacité.

Ce mouvement a la particularité d'être non-religieux pour ne pas dire laïc (assimilé à athée dans les pays musulmans) malgré le poids du religieux dans le champ politique et son histoire tourmentée en Algérie. Le contexte n'est pas le même. Les années 90, période d'éclosion de l'islamisme politique) a enfanté la décennie noire 90-2000 marqué par ce qu'on appelle « la guerre civile » où la militarisation de l'islamisme a conduit à un face à face Pouvoir-FIS dont les conséquences tragiques sur la société civile, l'intelligentsia et les femmes ont été tragiques.

La faible religiosité de ce mouvement renvoi à la défaite de l'islamisme politique et à la reconversion de l'essentiel de son élite dans les espaces de pouvoir et de Business encadrés par le pouvoir politique. La génération-jeune, substance sociologique de ce mouvement, née dans les années 90, a vécu les traumas et aspirent à un vécu existentiel fait de modernité, de mixité et de réalisme social. Voilà pourquoi ce mouvement ne peut pas être religieux ni islamiste, malgré le retour d'un activisme islamiste discret dans les manifestations.

La force de ce mouvement populaire qui fait de la fraternité et du civisme des armes privilégiées pour bousculer les rapports de force est de s'installer dans la durée avec une détermination sans faille. D'où la difficulté du pouvoir, recentré sur le chef d'Etat-major de l'armée, de sortir de cette crise par un scénario crédible. La faiblesse de ce mouvement populaire est liée à sa dépolitisation, c'est-à-dire à sa difficulté de percevoir les vrais enjeux (moins visibles), de contourner les tentatives de manipulation ou de normalisation et formuler politiquement la dimension programmatique de ce mouvement populaire.

Jusqu'à aujourd'hui, la pression populaire se joue autour des élections présidentielles fixées le 04 juillet dans le cadre d'une issue cadrée par la constitution actuelle et voulue par un chef d'Etat-major de l'armée s'imposant de force comme le vrai décideur de l'Algérie en crise. Une sorte de scénario à la Sissi (président égyptien) se met en place rejeté par les

dernières manifestations populaires du vendredi. Le rejet populaire des élections présidentielles semble pousser Gaid Salah, le dirigeant de l'armée, à envisager un autre scénario d'urgence alors que dans la rue, l'idée de constituante semble faire son chemin comme la seule issue pour une rupture sérieuse avec le système politique algérien issu du dévoiement de l'indépendance algérienne depuis 1962.

BIBLIOGRAPHIE

- ABDERREZAK, ADEL. « Libéralisation économique et privatisations », *Confluences Méditerranée*, vol. 45, n° 2, 2003, pp. 95-105.
- ABDERREZAK, ADEL. « Algérie, une dynamique de crise pré-révolutionnaire », *NPA*, 14 mars 2019, Paris, lien : <https://npa2009.org/actualite/international/algerie-une-dynamique-de-crise-pre-revolutionnaire>
- ABDERREZAK, ADEL. « L'Espérance algérienne en mouvement ! », *Relations* n° 803 (juillet-août 2019), Québec, lien : <https://cjf.qc.ca/revue-relations/>
- CHALIAND, GÉRARD. *L'Algérie est elle socialiste?*, éd. François Maspéro, 1964.
- HADJ SLIMANE, BRAHIM. *Les années noires du journalisme en Algérie*, ed. du Cygne, Paris, 2010 (Un chapitre nous est consacré, p. 21).
- HARBI, MOHAMED. *Le FLN, mirages et réalités, des origines à la prise de pouvoir (1945-1962)*, éd. Jeune Afrique, Paris, 1980.
- KITOUNI, HOSNI. *Le Désordre Colonial, L'Algérie à l'épreuve de la colonisation de peuplement*, Casbah éditions, Alger, 2018.
- KOULYTCCHYSKY, SERGE. *L'autogestion, l'homme et l'Etat*, éd. Mouton, Hollande, 1974.
- LAKS, MONIQUE. *Autogestion ouvrière et pouvoir politique en Algérie (1962-1965)*, éd. EDI, Paris, 1970.
- NEZZAR, KHALED, ET SID AHMED SEMIANE. *Octobre : ils parlent*, éd. Le Matin, Alger, 1998.
- RAFFINOT, MARC ET PIERRE JACQUEMOT. *Le capitalisme d'Etat Algérien*, éd. François Maspéro, Paris, 1977.

